

Nous devons et nous pouvons faire reculer le gouvernement

IL Y A DES BORNES
A NE PAS DEPASSER

RETRAITE
60

POUR
BIEN LA VIVRE
CGT

Mardi, le gouvernement a présenté sa réforme des retraites qui, sans grande surprise, prévoit de faire travailler plus longtemps l'ensemble des salarié.e.s :

- L'âge d'ouverture des droits augmenté de 3 mois chaque année **pour arriver à 64 ans à partir de la génération de 1968,**
- Une augmentation d'un trimestre de plus chaque année pour avoir une carrière complète pour atteindre **43 années de cotisation à partir de la génération 1963.**

Les salarié.e.s qui pourraient être concerné.e.s par les dispositifs de pénibilité ou carrières longues verront eux aussi leur durée de travail augmenter d'au moins deux ans.

Le gouvernement brandit le péril financier de notre système de retraites pour justifier sa réforme. Comment expliquez alors que ? :

- **Le COR (Comité d'Evaluation et d'Orientation des Retraites) souligne que le système des retraites n'est pas en danger :** un déficit de 10 à 12 milliards d'euros par an (pour un total de dépenses annuelles d'environ 340 milliards d'euros), avant un retour à l'équilibre, sans réforme, entre le milieu des années 2030 et 2050.
- **Les évaluations financières du gouvernement ne tiennent pas compte de l'impact qu'aurait cette réforme notamment sur l'Assurance chômage et les régimes de solidarité :** Selon un rapport de la Dares, publié en avril 2022, en France, le taux d'emploi des 55-64 ans se situe à 56%. Il est de 35,5% pour les 60-64 ans. Le report de l'âge de la retraite signifie plus de salarié.e.s au chômage avec des droits plus courts à partir du 1er février, un risque accru de carrière incomplète et donc de pensions de retraites plus faibles.

Pourtant, les organisations syndicales et notamment la CGT ont porté auprès du gouvernement des propositions que celui-ci a refusé de prendre en compte.



Nous l'affirmons, la retraite à 60 ans est possible et finançable en :

- mobilisant les 157 milliards annuels d'aides publiques aux entreprises,
- mettant à contribution les dividendes et revenus financiers des entreprises (80 milliards en 2022),
- élargissant l'assiette des cotisations et en y intégrant l'intéressement et la participation,
- en appliquant une réelle égalité salariale entre les femmes et les hommes, ce qui rapporterait 6 milliards dans les caisses,
- en augmentant les cotisations d'un point, ce qui rapporterait près de 15 milliards d'euros.

C'est un choix de société qui se joue avec cette réforme, pour nous mais aussi pour nos enfants. Les très fortes mobilisations en 2020 ont obligé le gouvernement à abandonné son 1^{er} projet de réforme des retraites. Aujourd'hui, c'est l'ensemble des organisations syndicales qui s'opposent à cette réforme et qui appellent à la grève et à manifester le 19 janvier. La mobilisation s'annonce massive partout, dans la fonction publique, les entreprises, la jeunesse.

Uni.e.s et Mobilisé.e.s, nous allons faire reculer le gouvernement et nous imposerons un autre choix que ce soit sur les retraites, l'assurance chômage mais aussi les Services Publics et notre système de santé.

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS LE 19 JANVIER